

L'ÉCO



de la semaine

27 au 30 Juin 2023

Sponsors Officiels



Sponsors Gold



Sponsors Silver



Partenaires



Ressources halieutiques : Un bilan encourageant pour la pêche	3
Filière avicole : Réduction de 50% du nombre de cheptels, faute de disponibilité de maïs	3
Carburant : Possible retour à la vérité des prix en 2024	3
Conjoncture économique: l'activité des entreprises en fort recul	4
La Chine impose le déboisement au nom de son autonomie alimentaire	4
20 ans à Madagascar: la CCIFM raffermit son appui aux entreprises	6
Coopération : Plus de 500 millions de dollars de la Banque Mondiale pour le digital	6
Secteur financier : Madagascar sur le chemin de l'émergence d'un marché des capitaux	6
Transport aérien : Corsair de retour à Madagascar	7
Le Vietnam, petit dragon qui se rêve en alternative économique à la Chine	7
Taux de changes : Léger repli de l'euro au MID	9
La Confédération syndicale internationale accuse la France de « brutalités policières » et d'« arrestations aveugles » dans les manifestations	9

Ressources halieutiques : Un bilan encourageant pour la pêche

ERIC RANJALAHY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 27 JUIN 2023

Cinq axes stratégiques. Amélioration de la gouvernance du secteur, lutte contre la pêche INN, renégociations des Accords de pêche, développement de l'économie bleue, amélioration des chaînes de valeur pour chacune des filières porteuses au profit de tous les acteurs. Sous

l'impulsion de trois Velirano. Que sont l'emploi décent pour tous, l'autosuffisance alimentaire, et la gestion durable des ressources naturelles. C'est dans ce contexte qu'ont évolué les actions transformatrices menées par le ministère de la Pêche et de l'économie bleue. Et les résultats obtenus

ont été à la hauteur des attentes qu'elles ont suscitées. Le taux moyen de consommation de poisson des Malgache a été de 4,26 kilos par an par personne. Il est aujourd'hui à 4,46 et peut aller au-delà des 5 kilos. 7887 cartes de pêcheurs distribuées.

Filière avicole : Réduction de 50% du nombre de cheptels, faute de disponibilité de maïs

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 27 JUIN 2023

L'élevage de poulets de chair et de poules pondeuses constitue une filière porteuse à Madagascar mais il est en nette dégradation depuis ces dernières années en raison de la flambée des prix des matières premières, notamment le maïs, destinées à l'alimentation animale.

Le prix du maïs a connu une hausse exorbitante atteignant actuellement 2 800 Ar le kilo alors que le prix aux producteurs varie entre 800 Ar et 1 000 Ar le kilo. « Nous dénonçons ainsi une forte spéculation de ce produit de base utilisé pour la fabrication de provende suivie d'une rétention de stock, entraînant un problème de disponibilité du maïs sur le marché. Ce qui a engendré une augmentation du coût de production des éleveurs. Cependant, le prix des œufs et du poulet de chair mis en vente sur le marché local, ne peuvent pas suivre ce même rythme ascendant étant donné l'effritement du pouvoir d'achat des consommateurs. En conséquence, plusieurs éleveurs ont été contraints de réduire de 50% le nombre de leur cheptel faute de rentabilité et de la disponibilité de ce maïs. D'autres se sont même convertis dans d'autres secteurs d'activité. De nombreux poussins d'un jour ont ainsi été tués car les prix des matières premières destinées à leur alimentation, ne sont plus à la portée des éleveurs. En outre, de grandes quantités d'œufs ont été détériorées une fois que leur délai de conservation ne dépassant pas un mois, a expiré, et ce, faute de preneurs ». La Secrétaire générale de l'InterProfession Aviaire de Madagascar (IPA), Mira Rakotondrandria, l'a évoqué lors d'une conférence de presse qui s'est tenue

récemment à son siège à Ivato.

Un gap de 150 000 tonnes par an

Et elle ajoute que le prix du maïs n'a cessé de flamber en l'espace de quelques mois. « Cela risque encore de croître jusqu'à 3 000 Ar le kilo d'ici à la fin de l'année compte tenu de la situation actuelle qui ne fait que favoriser les spéculateurs. En outre, la production de maïs tournait autour de 266 700 tonnes l'année dernière alors que les besoins, rien que pour la filière aviaire se chiffrent à 400 000 tonnes par an, soit un gap de 150 000 tonnes de maïs par an. Les produits issus de la filière aviaire ne seront ainsi plus compétitifs en raison de cette hausse incessante du coût de production des éleveurs. Si jamais cette filière porteuse ne cesse de se dégrader, la forte dépendance de Madagascar en importation de produits alimentaires s'accroîtra car le poulet et les œufs s'y ajouteront. Cependant, le marché local est loin d'être saturé puisque les Malgaches ne consomment que 20 œufs par habitant par an contre un œuf par personne par jour selon les recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé. Concernant le poulet, la population malgache n'en consomme que 2,5 kg/an/habitant alors que la consommation moyenne mondiale s'élève à 14 kg/habitant/an », a-t-elle enchaîné.

Importation de maïs non concassé

Dans la même foulée, « Madagascar dispose de tout un potentiel permettant de satisfaire la demande des îles voisines qui s'approvisionnent en poulets au Brésil alors qu'on est à proximité d'eux. Il est à rappeler que l'élevage de poulets de chair et de



poules pondeuses est actuellement une filière bien structurée et organisée. Les cheptels sont indemnes de maladies tandis que de nombreux acteurs, surtout les éleveurs, se professionnalisent davantage. C'est également une source de revenu rapide et durable qui permet de créer de nombreux emplois étant donné qu'il s'agit d'un élevage à cycle court contribuant à l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire de Madagascar », d'après toujours les explications de Mira Rakotondrandria. Mais face à cet état de fait, l'Interprofession Aviaire de Madagascar a fait un plaidoyer en réclamant l'importation de maïs non concassé en vue de sauver cette filière aviaire en nette dégradation, et ce, en attendant le renforcement de la production de maïs au niveau local. Par ailleurs, « nous demandons à l'Etat de détaxer ces importations de maïs pour que cette matière première soit à la portée des éleveurs. Il en est de même pour les importations de soja, un autre intrant nécessaire pour la fabrication de provendes destinées à l'alimentation animale. En effet, les droits de douane s'élèvent à 5%, sans compter la TVA de 20% », a-t-elle conclu.

Carburant : Possible retour à la vérité des prix en 2024

R.EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 27 JUIN 2023

Casse-tête. Les questions relatives au secteur des hydrocarbures et de l'électricité constituent, à chaque fois, les éléments qui font le malheur des techniciens dans l'élaboration de la loi de finances.

C'était notamment le cas en 2022 où les pétroliers n'ont pas pu payer les droits et taxes sur les carburants et ont failli provo-

quer ainsi, une difficulté passagère de trésorerie pour l'Etat.

Protection des consommateurs

Il s'agit d'un phénomène lié au fait que l'Etat lui-même n'a pas pu régler à temps, le passif des pétroliers. Un passif, rappelons-le, découle de la prise en charge par l'Etat de la différence entre le prix réel du carburant

et le prix à la pompe revu à la baisse pour nécessité de préserver le pouvoir d'achat des consommateurs. Ainsi, à chaque exercice budgétaire, l'Etat est obligé de décaisser des milliards d'ariary pour cette protection des consommateurs. Un exercice difficile que le gouvernement a quand même pu régler, une fois de plus. « Les

autorités ont réglé les dettes croisées avec les distributeurs pétroliers et la reprise du paiement des droits et taxes à l'importation sur les carburants devrait contribuer à améliorer le solde budgétaire en 2023 », indique notamment le FMI dans le communiqué de presse publié à l'issue de l'approbation de la quatrième revue de la Facilité Elargie de Crédit (FEC).

Impopulaires

À terme, la solution à ce sempiternel problème des coûts des hydrocarbures n'est autre qu'un retour à la vérité des prix. Une option qui pourrait être effectuée dès l'année prochaine. Du moins si l'on se réfère aux propositions du FMI qui suggère « la mise en place d'un mécanisme automatique de fixation des prix des carburants en 2024 ». Le Fonds suggère également la réforme de la Jirama qui veut dire implicitement pratique de la vérité des prix, c'est-à-dire une révision à la hausse des prix au Kwh auprès des consommateurs. Ces deux décisions devraient, selon le FMI, « contribuer à atténuer les risques budgétaires et créer un espace budgétaire indispensable pour les dépenses sociales et de développement ». Il reste à savoir si les autorités auront le courage de prendre de telles décisions qualifiées d'impopulaires et dont les impacts sociaux et politiques seront difficiles à gérer.

Ce sera, dans tous les cas, un autre casse-tête.

Environnement difficile

En attendant, le pays continue de faire



face à une conjoncture difficile aussi bien sur le plan interne qu'externe. « Madagascar continue de faire face à un environnement difficile, avec de multiples chocs climatiques, une croissance plus lente et de fortes pressions inflationnistes qui pèsent sur les segments les plus vulnérables de la population », indique le FMI qui reconnaît par ailleurs que des efforts ont été réalisés. « Les autorités ont fait des progrès dans l'avancement des réformes structurelles, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires pour améliorer l'exécution budgétaire et la gouvernance, mieux contrôler l'inflation et

renforcer les politiques de résilience climatique ». Quoiqu'il en soit, l'espoir est encore permis quand on sait que même s'il s'agit d'une croissance mitigée, Madagascar est encore au-dessus de la moyenne mondiale fixée à 1,7%. Selon la Banque mondiale, « la croissance de l'économie mondiale devrait s'établir à 1,7% en 2023, puis à 2,7% en 2024 ». Alors que pour Madagascar, les prévisions du FMI font état d'une croissance de 4%. « La croissance de Madagascar a ralenti et l'inflation reste élevée. La croissance devrait se stabiliser à 4,0 % et l'inflation annuelle moyenne dépasser 10% en 2023. Le ralentissement de la croissance et les pertes de la Jirama pèsent sur le solde budgétaire. Le ralentissement des exportations de vanille a affecté les entrées de devises, exerçant une pression sur le taux de change ». L'approbation de la 4e revue de la FEC constitue en tout cas, un engagement du FMI, et partant des autres bailleurs de fonds à soutenir Madagascar dans ses efforts pour la relance économique. L'achèvement de la revue de la FEC, permet, rappelons-le, le décaissement de 24,44 millions de DTS, soit environ 32,7 millions de dollars pour couvrir les besoins de financement extérieur et budgétaire, portant le total des décaissements au titre de l'accord à 171,08 millions de DTS soit environ 228,7 millions de dollars.

Conjoncture économique: l'activité des entreprises en fort recul

R.EDMOND. | LES NOUVELLES | 27 JUIN 2023

Plusieurs entreprises ont ralenti leurs activités à cause de l'incertitude de la conjoncture économique, la fiscalité et le délestage, selon les résultats de l'Enquête sur la conjoncture économique (ECE) réalisée dernièrement par Banky foiben'i Madagasikara (BFM).

L'enquête sur la conjoncture économique (ECE) est réalisée quatre fois par an. « Les réponses pour le premier trimestre de cette année ont été recueillies auprès de 195 entreprises entre le 23 mars 2023 et le 10 mai 2023 », précise la BFM. Elle rapporte qu'« au premier trimestre de 2023, l'incertitude de la conjoncture économique a été le principal obstacle au développement des activités des entreprises (constat affirmé par 64,1 % des entreprises). Les deuxième, troisième et quatrième obstacles ont été

respectivement la fiscalité (61,3 %), le délestage (53,1 %) et l'incertitude du contexte sociopolitique (52,1 %) ». Les autres facteurs tels que l'« insuffisance de la demande », la « concurrence des importations », les « activités informelles », la « corruption » et l'« insuffisance d'équipements ou de matériels » figurent encore parmi les facteurs limitant l'expansion des activités des entreprises. Evoquée par 6,1 % des entreprises, l'« insuffisance de main-d'œuvre » a été le facteur ayant eu le moins d'impact sur les activités des entreprises durant cette période. « Selon les résultats de la collecte de données d'avril 2023, en comparaison avec la situation du dernier trimestre de 2022, les entreprises ont déclaré que leurs activités ont reculé pendant le premier trimestre de 2023. Il en est ainsi du volume des ventes,

des carnets de commandes, de l'investissement et de l'emploi, ce qui a eu pour conséquence la baisse du bénéfice », précise BFM.

De meilleures perspectives attendues

Sur les perspectives du deuxième trimestre de 2023, les entreprises restent en général optimistes. Elles prévoient une reprise des ventes, de l'emploi et de l'investissement. Ainsi, malgré la persistance du renchérissement des coûts de production, les entreprises prévoient une hausse de leur bénéfice. Sous cet angle, certains chefs d'entreprise seraient prêts à relever les prix de vente dont le quart s'attend à une hausse des bénéfices, alors que d'autres resteraient prudents. Ils sont sceptiques quant à l'amélioration des conditions d'accès aux crédits pour le deuxième trimestre.

La Chine impose le déboisement au nom de son autonomie alimentaire

| LE MONDE.FR | 27 JUIN 2023

Pékin adopte une politique autoritaire pour développer la production de blé, de maïs et de riz, au détriment du couvert forestier, des espaces verts et des productions fruitières. Alors que le pays assure plus de 93 % de ses besoins alimentaires au début du siècle, il n'en produit plus que 65 %. A Chengdu, les cyclistes et les joggeurs

qui empruntent la superbe piste cyclable d'une centaine de kilomètres qui entoure la capitale du Sichuan, dans le sud-ouest de la Chine, assistent depuis quelques mois à un étrange spectacle. Un peu partout, des dizaines de paysans à la retraite, payés une bouchée de pain, épierrent les terrains environnants. De même, certains arbres sont

abattus et des bulldozers détruisent les jardins sauvages qui font le charme de cette coulée verte. Non que des promoteurs aient fait main basse sur ces terrains. Ici, bambous, arbustes et fleurs sauvages doivent s'effacer au profit de vastes étendues de maïs et de riz. Sur un panneau sont précisés les « cinq interdits ». Le premier : interdit

de planter des arbres et de pratiquer des activités fruitières. Au nord-ouest de la ville, même phénomène : une partie du joli parc urbain « des deux rivières » qui jouxte un terrain de golf et des villas cossues est sens dessus dessous. « Retour à l'état agricole », lit-on sur un panneau. « L'Etat a besoin de terres pour l'alimentation », explique une retraitée, avant de s'éclipser rapidement. En 1999, participant à la conférence de Bonn sur le changement climatique, la Chine s'est engagée à favoriser le reboisement, notamment en transformant des terres agricoles en forêts, dans le cadre d'un programme baptisé en anglais « Grain for Green ». Avec succès : de 1990 à 2020, la couverture forestière est passée de 157 millions à 220 millions d'hectares. Aujourd'hui, on assiste au phénomène inverse. Partout dans le pays, on déforeste pour planter des céréales. A quelques dizaines de kilomètres au nord de Chengdu, dans le village de Panlong, une tractopelle arrachait, mi-juin, les derniers arbustes. Les bambous sont déjà à terre. Tout autour, le maïs fait son apparition. Appelée en catastrophe par des habitants qui s'inquiètent de voir un étranger prendre des photos, la responsable du village nous explique : « Les bambous ne rapportent rien. Le maïs, lui, rapporte. » Le conducteur de la tractopelle est pressé. Il a encore plus d'un demi-hectare à déboiser un peu plus haut.



« Infâme »

« Récemment, des fonctionnaires sont venus voir mes parents. Ils avaient repéré par satellite que certains de leurs terrains n'étaient pas cultivés. Ils les ont obligés à planter du maïs », témoigne sous le couvert de l'anonymat une jeune femme qui habite Cifeng, le village voisin. Sur Message Board for Leaders, un site officiel qui permet aux Chinois d'interpeller les autorités, un paysan de Hongwa, un village au nord de Chengdu, se plaignait en avril : «

J'ai quelques mu [unité de superficie équivalente à 0,06 hectare] d'oliviers odorants et de ginkgos. Ils ont été coupés. On m'a promis 3 000 yuans [environ 383 euros] par mu. Mais je n'ai rien reçu. » Sur le même site, un paysan du comté de Tianpeng explique : « J'avais quelques terres pour les arbres fruitiers. Mais le village m'a dit de les couper. Même si on me donne 3 000 yuans par mu, je trouve ça dommage. Cette politique – passer du vert aux grains – est-elle vraiment obligatoire ? » Cette politique est nationale. Selon le Straits News, un quotidien du Fujian, 70 mu de narcisses ont été arrachés par la police en novembre 2022, au grand dam des agriculteurs. A Rongan, dans le Guangxi, une province du sud du pays, les responsables ont ordonné aux fonctionnaires locaux d'aller, carte GPS en main, voir les agriculteurs pour leur dire d'arrêter de planter des arbres et de privilégier la canne à sucre. Dans cette province, en mai 2022, 600 mu de pelouse et de pêchers ont été transformés en rizières. Toujours dans le Guangxi, selon une vidéo qui circule largement sur les réseaux sociaux, un agriculteur qui faisait pousser des bananiers a été emmené de force par la police en mai parce qu'il refusait d'arracher ses arbres au profit de la canne à sucre ou du riz, seules cultures autorisées par les autorités locales. Au nord, dans le Shaanxi, M. Fu, un manager du site Internet Sina, qualifie d'« infâme » ce

retour au tout agricole qui a amené les tractopelles à détruire certains espaces verts de sa ville, Wugong. Mais c'est dans le Yunnan, à l'extrême sud-ouest du pays, que le programme semble le plus important avec la transformation en 2022 et en 2023 par l'université agricole du Yunnan de plus de 45 000 hectares de collines boisées en terrasses destinées à la culture de riz de montagne. Ces initiatives locales répondent à un objectif ambitieux de Pékin : augmenter dès cette année de 50 millions de tonnes une

production céréalière qui s'est élevée à 686 millions de tonnes en 2022.

Principal importateur de produits agricoles

La Chine, qui assurait plus de 93 % de ses besoins alimentaires au début du siècle, n'en produit plus que 65 %, et ce chiffre pourrait tomber à 50 % dans la décennie à venir, en raison notamment de l'évolution de la consommation. Depuis 2019, elle est même devenue le principal importateur mondial de produits agricoles, essentiellement du Brésil, des Etats-Unis, du Canada, d'Australie et d'Ukraine : un pays ami, un pays en guerre et trois compétiteurs qui pourraient, un jour, utiliser l'arme alimentaire comme sanction contre Pékin. C'est pourquoi le président chinois, Xi Jinping, appelle régulièrement les Chinois à « tenir plus fermement le bol de riz entre leurs mains », c'est-à-dire à moins dépendre de l'étranger. Alors qu'en 2021 la ville de Shanghai avait infligé une amende de plus de 18 000 euros à un retraité qui avait décidé de tailler – sans autorisation – un laurier qu'il avait planté devant chez lui vingt ans plus tôt, voilà que planter des arbres y est désormais interdit. Le ministère de l'agriculture a même créé une « brigade rurale » pour faire la chasse aux contrevenants et vérifier que les agriculteurs se contentent bien de produire les céréales requises. Une « police des champs » dénoncée par de nombreux internautes. Le gouvernement semble prêt à utiliser la manière forte pour contraindre les paysans à abandonner les cultures fruitières, plus rémunératrices que le blé, le maïs ou le riz. Par ailleurs, même Xi Jinping semble se contredire. En avril puis en mai, le président chinois a insisté sur la sécurité alimentaire lors de deux déplacements en province. En revanche, en juin, il a ordonné aux responsables de la Mongolie-Intérieure de « renforcer le bouclier vert » et de combattre plus énergiquement la désertification. Dans un point de vue étonnamment critique publié par le China Daily le 8 juin, Wenjin Long et Shenggen Fan, deux experts de l'Université agricole de Chine, jugent « urgent de repenser » la conversion des terres non céréalières. Ils reconnaissent que celle-ci a des « effets négatifs », tels qu'une moindre diversification de la production et une baisse des revenus des entités agricoles. Car à quoi bon transformer des jardins et des bois en champs s'il n'y a personne pour les cultiver ? Sur les 450 millions de paysans officiellement recensés, plus de 290 millions – les plus jeunes – ont en fait migré en ville. En ne respectant ni la nature ni le travail des agriculteurs, la transformation de bois en champs de céréales pourrait rendre l'agriculture encore moins attractive et donc aboutir à l'effet inverse du résultat recherché.

20 ans à Madagascar: la CCIFM raffermir son appui aux entreprises

ARH. | LES NOUVELLES | 29 JUIN 2023

Cela fait 20 ans cette année, que la Chambre de commerce et d'industrie France-Madagascar (CCIFM) poursuit et renforce son accompagnement envers les entreprises adhérentes. « Le catalogue de formation professionnelle 2023 » est aujourd'hui prêt pour ses membres.

La CCIFM investit pour développer les activités de ses entreprises adhérentes en élargissant ses services. Depuis sa création jusqu'à ce jour, la chambre consulaire reste dans cette perspective en comptant en son sein près de 400 entreprises membres, issus de différents secteurs d'activités mais unies dans le monde de l'entrepreneuriat et de l'économie. La CCIFM fait partie des 126 Chambres de commerce et d'industrie France International (CCIFI) qualifiée comme premier réseau privé français d'entreprises dans 95 pays du monde. L'optique d'accompagnement de la CCIFM s'aligne largement avec la vocation de la CCIFI.

Dans cette lancée d'accompagnement des membres, la CCIFM a ouvert son service « formation professionnelle » en 2016, admis comme besoin vital des entreprises. Il s'agit d'un service mis en place afin de « contribuer intensément au bon fonction-

nement des entreprises par des employés compétents ». Avec un catalogue évolutif de formation, amélioré et répondant aux besoins des entreprises à Madagascar, ce service de formation professionnelle s'opère évidemment avec des organismes de formation reconnus et formateurs consultants.

Dès l'ouverture, 70 entreprises ont déjà choisi la CCIFM pour faire monter en compétence leur personnel. En 2022 la CCIFM a pu former 2.034 employés issus de 133 entreprises par l'entremise de 182 sessions de formation.



« Catalogue de formation professionnelle 2023 »

Pour ce faire, et en prenant en compte les demandes et besoins des entreprises, la

CCIFM a développé plusieurs programmes de formation cette année. Elle a présenté officiellement le « Catalogue de formation professionnelle 2023 » en fin de semaine, et prévoit d'aborder pas moins de 76 thèmes de formation, entre autres : Leadership, Management, Développement personnel, Efficacité professionnelle, Sécurité, Hygiène, Marketing, Fonctions commerciales, Communication, Finances, Gestion, Comptabilité, Informatique bureautique, Logistique et Commerce international, Normes et Ressources Humaines ... Pour dire que l'appui et l'accompagnement de la CCIFM au profit des entreprises ne se limitent pas à la mise en relation, le réseautage, les opportunités d'affaires, mais touchent aussi ceux et celles qui font vivre une entreprise. Il s'agit surtout de faciliter l'accès à la formation professionnelle et ce, pour tous les secteurs d'activités. Dans cette optique, la CCIFM a affirmé devant les entreprises présentes, sa volonté d'appuyer gratuitement les entreprises dans le montage d'une demande de financement. Car la chambre consulaire a pour vocation, « la formation comme moyen de sécuriser les parcours professionnels de chaque entreprise ».

Coopération : Plus de 500 millions de dollars de la Banque Mondiale pour le digital

ERIC RANJALAHY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 29 JUIN 2023

Un héritage à gérer à bon escient. Avant de partir, Marie Chantal Uvanyigilira, représentante résidente de la Banque Mondiale, a laissé entendre que « le numérique et ses déclinaisons peuvent tirer vers le haut la croissance économique de Madagascar ». Et la Banque Mondiale y a mis le paquet. Selon Tahina Razafindramalo, ministre du Développement numérique, de la transformation digitale, des postes et des télécommunications. « Nous avons aujourd'hui

dans le portefeuille de la Banque Mondiale plus de 500 millions de dollars de projets dans ce secteur ». Madagascar offre de nombreux atouts en la matière. Une population à majorité jeunes, des supports technologiques bien en place, des législations recadrées aux évolutions du moment et plus conformes à l'esprit d'une concurrence saine et équitable, au bénéfice des internautes... Ces réformes touchant le cadre légal des connectivités ont été un des pré-

alables de l'octroi par la Banque Mondiale de la première des trois tranches de l'aide budgétaire de 100 millions de dollars chacun. En fait, rien que pour Business process outsourcing, BPO, par une main d'œuvre qualifiée et perfectible, l'existence du haut débit très performant, Madagascar attire les grosses enseignes de l'externalisation. Avec la création des milliers d'emplois et de l'apport à la croissance de l'économie nationale.

Secteur financier : Madagascar sur le chemin de l'émergence d'un marché des capitaux

R.EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 29 JUIN 2023

Un défi. Le ministère de l'Economie et des Finances et la Banky Foiben'i Madagasikara, avec l'appui de l'IFC, sont plus que jamais engagés dans un processus de mise en place d'un marché financier à Madagascar.

Un processus qui sera évidemment long, mais que les responsables entendent mener étape par étape.

Table ronde

L'idée ne date d'ailleurs pas d'hier puisque, il y a dix ans, des acteurs économiques publics et privés, dont l'actuel gouverneur de la Banque Centrale de Madagascar, Aivo

Andrianarivelo avaient déjà évoqué et œuvré sur la façon de doter la Grande île d'un marché des capitaux, capable de favoriser la croissance économique en finançant le secteur productif. Pour un certain nombre de raisons, l'initiative n'avait pas été suivie d'actions concrètes. Mais en novembre dernier, le MEF et la Banque Centrale ont de nouveau relancé le processus en organisant une série de tables rondes pour la mise en place du marché des capitaux dont le thème principal « Relevons le défi de développer le marché des capitaux » en dit long

sur la volonté des autorités d'aboutir, cette fois-ci, à du concret. Ainsi, du chemin a été parcouru avec les compétences locales et internationales mises à disposition par la Société Financière Internationale, dont le cabinet Jones Day. Des témoignages de pays ayant déjà expérimenté la mise en place d'un marché des capitaux ont également eu lieu.

Feuille de route

Le processus est actuellement dans une étape importante avec la présentation avant-hier, au Novotel, de la feuille de

route pour le développement des marchés financiers et dont les travaux finaux ont eu lieu avant-hier, au Novotel. En présence du Secrétaire Général du ministère de l'Économie et des Finances, Andry Ramanampaharana, qui a représenté la ministre Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, cette table ronde était notamment l'occasion de présenter les avantages de la mise en place du marché des capitaux à Madagascar. Le marché des capitaux – qui a pour vocation de mobiliser les épargnes domestiques et publiques pour financer localement le secteur privé – est en effet un instrument précieux qui peut constituer une très bonne alternative au recours aux financements extérieurs. « L'épargne nationale existe mais il faut un système financier pour le lever et le canaliser vers le financement des investis-

sements nationaux », a expliqué le gouverneur de la Banque Centrale. Avant d'ajouter que « le marché des capitaux n'entre pas en concurrence avec le secteur bancaire ». En tout cas, avec ce projet de marché financier, Madagascar emboîte le pas aux autres pays qui ont expérimenté le système. A l'instar des Seychelles qui ont lancé des obligations solidaires et ont réussi à mobiliser 1 500 milliards de roupies, soit l'équivalent de 518 milliards d'ariary. Ou encore la Namibie dont une grosse partie des infrastructures sont financées à travers le marché financier local.

Cadre réglementaire

Autant d'opportunités à saisir en somme pour ce projet dont la mise en place prendra encore du temps. « C'est un projet d'envergure nationale et multisectoriel

dont la mise en place nécessite beaucoup d'actions », a déclaré le Secrétaire Général du MEF. La feuille de route fera office de fil conducteur pour la mise en place du projet qui passera notamment par l'élaboration du cadre réglementaire, la mise en place des infrastructures du marché financier, le renforcement des capacités des acteurs du marché avant de parvenir à l'émergence du marché des actions et du marché des obligations... Marcelle Ayo, représentante résidente de l'IFC, a déclaré que le marché des capitaux est un projet visionnaire qui aura, à coup sûr, son poids sur le développement économique de Madagascar. S'appuyant sur le marché domestique, ce genre de système financier permet notamment, de faire une économie sur les devises étrangères.

Transport aérien : Corsair de retour à Madagascar

R.R. | LES NOUVELLES | 29 JUIN 2023

Le premier vol marquant le retour de la compagnie aérienne Corsair a atterri hier à l'aéroport international d'Ivato. L'Airbus A 330 Neo en provenance de Paris est arrivé à 13 h 30 à Madagascar. La compagnie propose désormais deux fréquences de vol par semaine. Pour Corsair, Madagascar est l'une de ses dessertes historiques, dont le premier vol Paris-Antananarivo date du 2 novembre 1996. Le président-directeur général de Corsair, Pascal de Izaguirre, avance à ce propos que « La desserte d'An-

tanarivo fait partie de l'histoire de Corsair. Les équipes de Corsair se réjouissent de retrouver leurs clients sur cette destination, avec des avions de dernière génération, des A330 Neo, plus respectueux de l'environnement permettant de préserver la biodiversité de Madagascar ». Avant ce retour, Corsair a été absente du ciel pendant trois ans. La compagnie a décidé de suspendre la liaison avec Madagascar après avoir perdu ses droits de vols entre Saint-Denis La Réunion et Antananarivo, suite au partenariat



noué entre Air Madagascar et la compagnie Air Austral.

Le Vietnam, petit dragon qui se rêve en alternative économique à la Chine

| LE MONDE.FR | 29 JUIN 2023

Jouant la carte de l'ouverture à l'étranger, la nation de 99 millions d'habitants, dirigée d'une main de fer par le Parti communiste, compte profiter de la brouille entre la Chine et l'Occident et devenir en 2045 une économie à hauts revenus. « Je signe un nouveau locataire, et je suis à vous. » Le Belge Bruno Jaspert, directeur général de Deep C, la plus grande zone industrielle de la région de Haïphong (Vietnam), enchaîne les contrats. Ses locataires, ce sont de nouvelles usines – ce jour-là, fin mars, des fabricants de batteries chinois. Arrivé en 1997 avec son expertise des polders, ce gestionnaire de parcs d'entreprise a doublé son chiffre d'affaires ces deux dernières années. A perte de vue, des excavatrices façonnent les remblais de futures îles artificielles. Plus de cent cinquante entreprises, en majorité étrangères, se sont installées sur 30 kilomètres carrés construits sur la mer. Le japonais Bridgestone, arrivé en 2011, y fabrique tous ses pneus d'hiver. Le chinois Flat, du verre pour les panneaux solaires. L'italien Piaggio, ses Vespa pour toute l'Asie. Et dans une zone économique contiguë, VinFast, pionnier de

l'automobile vietnamienne, ses voitures électriques. Haïphong est le plus gros port du nord-est du Vietnam – Hanoï est à 120 kilomètres. Les Français l'avaient fondé en 1874 puis relié au début du XXe siècle par un chemin de fer à Kunming, dans le Yunnan chinois, avec l'espoir illusoire de s'ouvrir un accès à l'empire du Milieu. Aujourd'hui, un nouveau port en eau profonde, lui aussi bâti sur l'eau dans le prolongement des polders, a mis l'ancienne « Venise du Tonkin » sur la carte des chaînes globales de valeur ajoutée entre l'Asie et le reste du monde.

Croissance bâtie sur des investissements étrangers

Ses deux premiers terminaux de conteneurs ont mis à peine quatre ans pour arriver à saturation, deux autres sont en construction. A défaut de rénover la ligne de train qui relie Haïphong à Hanoï, et se poursuit jusqu'en Chine, les autorités vietnamiennes l'ont connectée, par une autoroute tout juste ouverte, à Shenzhen, le carrefour économique de Chine du Sud, désormais à douze heures de camion. Haïphong et ses vieux bâtiments colo-

niaux, encore au seuil de la transformation urbaine qu'ont déjà connue Hanoï et Ho Chi Minh-Ville, la capitale économique du Sud, sont le symbole de cette économie vietnamienne en pleine mutation. Encore plus que la Chine, le Vietnam communiste, qui a rejoint l'Organisation mondiale du commerce en 2007, a construit sa spectaculaire croissance (6 % depuis 2006) sur les investissements étrangers, soumis à moins de restrictions qu'en Chine. Ainsi, entre 65 % et 70 % de ses exportations sont le fait de sociétés à capitaux étrangers. Le Vietnam joue avec tellement d'enthousiasme la carte de la mondialisation qu'il a à son actif quinze traités de libre-échange, dont un avec l'Union européenne. C'est le seul pays d'Asie du Sud-Est, avec Singapour, à s'en prévaloir. Hanoï est membre des « nouvelles routes de la soie » chinoises, de l'accord de partenariat transpacifique CPTPP porté par le Japon, et du partenariat économique régional global chinois. Avec un cap à 2050 pour la neutralité carbone, il est le deuxième pays d'Asie du Sud-Est, après l'Indonésie, à mettre en place un partenariat

pour une transition énergétique juste avec les Occidentaux pour l'accompagner dans cette transition.

Bénéficiaire de l'offensive américaine contre la Chine

Surtout, le pays est le premier bénéficiaire des retombées de l'offensive commerciale américaine contre la Chine déclenchée sous Donald Trump et poursuivie par son successeur Joe Biden sous forme de guerre technologique. Mais, alors que l'économie vietnamienne a traversé quelques turbulences au premier trimestre (+ 3,3 % de croissance malgré un objectif de 6,5 % en 2023), sur fond de crise immobilière rampante, elle va devoir optimiser ses contraintes pour atteindre le nouveau Graal promis par le Parti communiste : devenir en 2045 une économie à hauts revenus. A Deep C, le locataire le plus en vue réside dans un gigantesque bâtiment gris clair, tout neuf. Le taïwanais Pegatron, l'un des géants mondiaux de la sous-traitance électronique grand public – dont une partie des iPhone d'Apple – a investi 1,5 milliard de dollars (1,37 milliard d'euros) dans une « hyperusine » qui emploiera 10 000 personnes. Cette implantation confirme une tendance de fond portée par les groupes sud-coréens : Samsung a investi 18 milliards de dollars au Vietnam depuis 2008, auxquels s'ajouteront en 2023, selon le gouvernement vietnamien, 2 milliards supplémentaires. Le groupe a aussi ouvert à Hanoï en 2022 un centre de recherche et de développement. Résultat : le Vietnam est par exemple le deuxième exportateur de smartphones au monde, derrière la Chine. La Corée du Sud, Singapour et le Japon forment le trio de tête des investisseurs étrangers au Vietnam. « Les industries high-tech d'Asie du Nord-Est ont décidé qu'il fallait quitter la Chine pour leurs exportations vers les Etats-Unis, ou du moins ne garder là-bas que ce qui est destiné au marché chinois », explique Bruno Jaspert. Le Vietnam offre de l'électricité environ 25 % moins chère qu'en Chine, des salaires plus bas et une fiscalité très avantageuse dans ses zones économiques spéciales (0 % pendant quatre ans, puis 5 % pendant neuf ans, 10 % les deux années suivantes, et enfin 20 %). Seul handicap, les coûts logistiques : « Ils constituent environ 20 % du produit contre 8 % en Chine. Le juste-à-temps ne marche pas encore, ça oblige à avoir des stocks », poursuit le gérant belge.

« Un complément à la Chine »

Tout cela n'en fait pas une nouvelle Chine. « Le Vietnam peut être vu comme un complément à la Chine, pas la remplacer, estime Filippo Bortoletti, directeur du cabinet de conseil juridique Dezan Shira, à Hanoï. Les

écosystèmes industriels en Chine sont bien trop importants et le Vietnam ne peut pas fonctionner sans les approvisionnements chinois. » Cette dépendance implique pour le Vietnam un déficit commercial croissant avec la Chine – il s'est établi à 60 milliards de dollars en 2022. A l'inverse, son surplus avec les Etats-Unis, son premier client, a atteint la même année 95 milliards de dollars. Le puissant voisin s'est assuré de prendre des parts dans l'économie de son client et concurrent : « Beaucoup de sociétés chinoises s'installent depuis le Covid. Certaines pour suivre leurs clients, qui ne veulent plus de l'étiquette "made in China", mais aussi pour diminuer les risques liés aux changements de régulation ou de taxes qui les affectent en Chine ou à l'étranger », ajoute le consultant. Au Vietnam, les Chinois investissent dans la production d'énergie par des centrales électriques ou des composants pour l'éolien et le solaire, mais ils restent à la traîne par rapport aux autres pays asiatiques. Certains de leurs choix ont été jugés trop polluants, d'autres ont été épinglés pour avoir couvert des réexportations de meubles chinois vers les Etats-Unis sous le label « made in Vietnam ». La Chine, seul pays communiste à avoir réussi en affaires, constitue un modèle pour le Vietnam, mais Hanoï se méfie de son poids écrasant et a toujours avec Pékin des disputes territoriales en mer de Chine du Sud. « La solution, pour le Vietnam, c'est de ne jamais aller contre la Chine. Et de faire en sorte d'avoir beaucoup d'amis », résume le professeur Dao Gia Phuc, directeur de l'Institut de droit international et comparé à l'université nationale du Vietnam, à Ho Chi Minh-Ville.



Attirer les « aigles »

La multiplication des partenariats, sous forme d'accords-cadres ou de traités de libre-échange, sert cette profession de foi du pouvoir communiste, qui règne sans partage sur une population de 99 millions d'habitants. « C'est une manière pour le Vietnam de faire du multilatéralisme. Il y a

une stratégie claire du Parti communiste vietnamien d'être partenaire des économies les plus avancées pour se développer », ajoute M. Dao. En avril, Hanoï a déroulé le tapis rouge à une mégadélégation de cinquante-deux grandes entreprises américaines, dont Boeing et SpaceX. Ces « aigles », c'est-à-dire des champions mondiaux, le Vietnam veut les attirer en leur préparant un bon « nid », dans le jargon des décideurs communistes. « Le gouvernement veut faire des réformes pour attirer plus de valeur ajoutée. Aujourd'hui, il est clair qu'il veut davantage d'Européens et d'Américains », confirme Nguyen Van Toan, le vice-président de l'Association des entreprises à capitaux étrangers du Vietnam (Vafie). Le pouvoir communiste multiplie donc les projets de réforme depuis la « nouvelle période de développement » annoncée au dernier congrès du Parti, en 2021. Mais il a du pain sur la planche : nombre de grands projets d'infrastructures accumulent les retards, comme les chantiers français et japonais de lignes de métro à Hanoï. Les médias vietnamiens dénoncent par euphémisme « un manque de cohésion administrative ». Dans ce grand chambardement en cours, le Vietnam fait face à un autre défi, de taille : comment cultiver des champions industriels nationaux – des « aigles » locaux ? « Les entreprises à capitaux étrangers sont les premières à bénéficier des nouveaux cadres réglementaires qu'imposent tous ces traités et accords. Le Vietnam n'a pas eu le loisir de mettre des limites aux joint-ventures comme en Chine, pour créer ses propres champions, rappelle le professeur Dao. Il est très difficile pour le gouvernement de

décider de subventions aux sociétés vietnamiennes sous peine d'être accusé de discrimination. » La nouvelle génération d'entrepreneurs privés vietnamiens s'est essentiellement enrichie dans l'immobilier – en obtenant des licences pour commercialiser des terrains aux investisseurs étrangers et en misant tôt sur le grand boom de

l'urbanisation. « Ces nouveaux milliardaires vietnamiens venus de l'immobilier sont aujourd'hui à un stade où ils veulent faire quelque chose pour leur pays et investissent dans d'autres domaines », poursuit le juriste.

Vingroup, conglomérat à l'assaut des marchés

Aucune aventure industrielle ne symbolise mieux les enjeux et les espoirs de cette transition que le conglomérat Vingroup : issu de l'immobilier, le premier groupe privé du pays est la maison mère de VinFast, ce fabricant de voitures qui, dès 2022, après seulement cinq ans d'existence, a décidé de ne produire que des voitures électriques. Faute de marché domestique suffisamment développé (il s'est vendu 500 000 voitures au Vietnam en 2022), il s'est lancé à l'assaut des marchés américain et européen, où plusieurs modèles commencent à être distribués. La croissance reste un brin chaotique et désordonnée. Seules 111 des 999 voitures livrées aux Etats-Unis en décembre 2022 ont été vendues. Mais, depuis fin mai, elles font l'objet d'un rappel pour un

problème de logiciel. VinFast a ouvert des showrooms en France et en Allemagne, où les premiers véhicules sont attendus pour la fin 2023. Son patron, Pham Nhat Vuong, l'homme le plus riche du Vietnam, 54 ans, a fait fortune dans les années 1990 en produisant en Ukraine (où il a étudié) des nouilles revendues sur le marché vietnamien. Pour prendre la mesure de cet Elon Musk vietnamien, il faut voir les nouveaux quartiers que le promoteur a fait construire dans la partie orientale de Hanoï, au-delà du fleuve Rouge, où se trouvent ses bureaux. Le Vinhomes Ocean Park déroule ainsi de longues rangées d'immeubles néohaussmanniens autour de plusieurs lacs salés aux plages de sable fin plantées de cocotiers. Plus loin, soixante barres de vingt-cinq étages sont destinées à la « classe moyenne », nous dit un préposé à la communication du groupe qui assure que, malgré les apparences, 40 000 personnes résident déjà au Vinhomes Ocean Park. Le quartier compte aussi un « Vincom mega-mall » et, au milieu d'un vaste campus, la première « VinUniversity », ouverte en 2020. La demi-douzaine

d'hôpitaux internationaux et de cliniques « Vinmec » du pays promettent d'embaucher les diplômés de sa fac de médecine. Et VinFast, ses ingénieurs. Vingroup a lancé VinFast en s'assurant les services des meilleurs : l'italien Pininfarina pour le design, BMW pour les châssis de ses voitures à essence (lâché au profit d'une collaboration avec le chinois CATL pour les voitures électriques). Mais VinFast, malgré le décollage de ses ventes au Vietnam, brûle des milliards de dollars. Le groupe est déjà revenu sur son engagement de construire une méga-usine aux Etats-Unis. Ses tentatives pour s'y coter en Bourse sèment le doute. Pour rassurer les marchés, le patron de Vingroup a annoncé, fin mai, qu'il accordait une donation personnelle de 1 milliard de dollars à sa filiale automobile, que complètent 500 millions offerts par l'entreprise Vingroup, et 1 milliard supplémentaire sous forme de prêt. L'horloge tourne. Comme le Vietnam, VinFast va devoir transformer l'essai pendant qu'il en est encore temps.

Taux de changes : Léger repli de l'euro au MID

ERIC RANJALAHY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 30 JUIN 2023

Un répit. Après une semaine agitée, le Marché interbancaire de devises, MID, a clôturé la séance d'hier par une légère dégrue de l'euro. La monnaie européenne a été cotée à 4 907 ariary après avoir effleuré la barre des 5 000 ariary les jours précédant la fête de l'indépendance. Quand bien même,

dans les banques primaires, avec les frais financiers et les Agios, l'euro se vend bien au-delà des 5 000 ariary et s'achète en-dessous des indications journalières du MID. Des mesures restrictives ont été énoncées pour rapatrier les devises engrangées des exportations, des comptes fictifs en devises

ont été épiés, le marché des changes au noir en plein jour interdit, mais tout cela n'a pas encore eu des effets significatifs sur les courbes ascendantes sur lesquelles l'euro et le dollar évoluent. Il se peut qu'une ouverture du MID aux « acteurs de l'ombre » soit de nature à inverser cette tendance.

La Confédération syndicale internationale accuse la France de « brutalités policières » et d'« arrestations aveugles » dans les manifestations

| LE MONDE.FR | 30 JUIN 2023

Le mouvement social contre la réforme des retraites a donné lieu à des violations « répétées » des droits des travailleurs en France, estime la principale confédération syndicale de la planète, dans son dernier rapport qui s'inquiète d'une aggravation générale de la situation. La France fait ainsi partie des 69 Etats, parmi les 149 étudiés par la principale confédération syndicale de la planète, à avoir procédé à des arrestations et des détentions jugées « arbitraires » entre avril 2022 et mars 2023. Comme en 2022, Paris est accusé de violations « répétées » des droits des travailleurs, là où l'Allemagne ou les pays scandinaves se voient seulement reprocher des atteintes « sporadiques ».

Partout dans le monde, des droits bafoués

« Quand vous souhaitez modifier une loi qui concerne les travailleurs, et la réforme des retraites en est un exemple, la moindre



des choses qu'on puisse attendre est le dialogue », affirme à l'Agence France-Presse (AFP) Luc Triangle. Or pour le secrétaire général par intérim de la CSI, « nous avons vu exactement l'inverse en France » avec des syndicats « complètement ignorés ». Mais le classement de la France reste comparativement avantageux. Le Royaume-Uni est ainsi épinglé pour des violations « systématiques » des droits, dans un monde où

87 % des Etats enfreignent le droit de grève. Partout dans le monde, « alors que les travailleurs subissent de plein fouet une crise du coût de la vie historique et une spirale inflationniste résultant de la cupidité des entreprises, des gouvernements restreignent le droit de négocier collectivement des augmentations salariales et de faire grève », s'inquiète Luc Triangle. Liberté d'expression, de réunion ou d'association, dialogue social : les atteintes aux principaux droits des travailleurs mondiaux se maintiennent à « des niveaux record », s'alarme la Confédération, qui revendique 338 syndicats affiliés, implantés dans 168 pays et territoires.

Des grandes entreprises également épinglées

La CSI est particulièrement préoccupée par la situation en Equateur et en Tunisie, deux Etats qui intègrent la liste annuelle



des « dix pires pays pour les travailleurs ». « En Équateur, de grandes manifestations en faveur de la démocratie et des droits collectifs, organisées par des organisations de peuples autochtones et des syndicats, ont été réprimées dans la violence », justifie-t-elle. « En Tunisie, le président Kaïs Saïed sape les libertés civiles des travailleurs et ébranle des institutions démocratiques », comme le Parlement dissous en

2021, ou la nouvelle Constitution « adoptée en 2022 sans consultation des partis politiques ou des partenaires sociaux ». A l'inverse, la Colombie et le Brésil, où la présidence a basculé début 2023 de l'extrême droite incarnée par Jair Bolsonaro à la gauche représentée par Lula, sortent de la liste des dix pires pays. La situation des travailleurs en Amérique latine n'en demeure pas moins catastrophique : 18 des 19 syn-

dicalistes assassinés à travers le monde en 2022-2023 (deux de plus qu'en 2021-2022) y ont perdu la vie. Rien qu'en Colombie, « 15 syndicalistes ont été victimes d'assassinats ciblés entre avril et octobre 2022 », détaille la CSI auprès de l'AFP. Pas moins de 86 personnes ont en outre payé de leur vie leur participation à des grèves ou des manifestations. « De façon générale, en 2022-2023, (...) les grèves et les manifestations organisées par les syndicats pour dénoncer l'augmentation du coût de la vie ont fait l'objet d'une plus grande brutalité policière, même dans des pays généralement moins enclins à la violence policière », alerte la Confédération. En plus des autorités publiques, la CSI nomme et dénonce comme chaque année une série de grandes entreprises (ou leurs branches locales) « qui ont violé les droits des travailleurs, sont liés à une violation de ces droits ou ne se sont pas servies de leur influence pour y remédier. » Figurent notamment dans la liste Amazon (Etats-Unis), Apple (Australie), Deliveroo (Pays-Bas), Ikea (Pologne), Ryanair (Espagne), Starbucks (Etats-Unis), Stellantis (Pologne) ou encore Uber (Pays-Bas).